

L'activité bancaire reste dynamique

En 2018, l'activité bancaire reste soutenue. Toujours accommodantes, les conditions financières favorisent le financement de l'économie. La croissance des encours de crédits est dynamique, à la fois pour les ménages et les entreprises. Toutefois, ils augmentent moins rapidement qu'en 2017. La collecte d'épargne reste également bien orientée. La rentabilité du secteur bancaire demeure contrainte par l'effet des taux d'intérêt bas et d'une concurrence forte.

Service « Études et suivi des établissements de crédit », agence IEDOM de La Réunion

Fin 2018, les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais s'élèvent à 15 milliards d'euros, en hausse de 4,0 % sur un an. Les ménages en possèdent près de 70 %, en progression de 2,9 % sur l'année après un pic en 2017 (+ 6,1 %). L'appétence des ménages pour la liquidité est toujours marquée, avec une hausse des dépôts à vue (comptes courants) de 6,8 % en 2018.

Les sociétés non financières (SNF) augmentent aussi leurs **dépôts à vue**, avec une croissance de 7,5 % sur l'année. Fin 2018, ils représentent 85 %

des actifs financiers détenus par les SNF contre 60 % fin 2014. En forte croissance ces dernières années (+ 20 % par an en moyenne sur la période 2015-2017), ces dépôts à vue ont profité d'un contexte économique favorable à la trésorerie des entreprises, mais aussi de transferts de placements liquides ou à court terme.

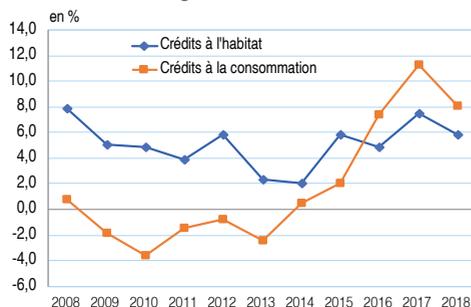
Une hausse des crédits stimulée par des taux d'intérêt bas

En 2018, les encours sains de crédits (pour lesquels il n'y a eu ni retard ni incident de paiement) progressent encore à un rythme élevé de 4,9 % sur l'année. Après une année 2017 déjà très dynamique (+ 6,8 %), cette progression confirme la reprise du financement bancaire depuis quelques années. Ces encours dépassent désormais les 22 milliards d'euros. Depuis 2017, ce ne sont plus les prêteurs institutionnels (comme l'Agence française de développement ou la Caisse des dépôts et consignations), mais les établissements locaux qui tirent les crédits à la hausse.

Les crédits accordés aux entreprises progressent de 3,2 % sur un an, avec notamment une accélération

1 En retrait par rapport à 2017, la croissance des crédits aux ménages reste élevée

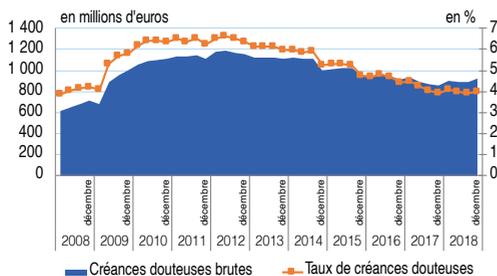
Évolution des crédits à la consommation et à l'habitat des ménages



Source : ledom.

2 920 millions de créances douteuses en 2018

Évolution des créances douteuses et de leur poids à La Réunion



Source : ledom.

des crédits immobiliers (+ 5,4 % après + 3,2 % en 2017). Les crédits d'investissement ralentissent après une année 2017 particulièrement dynamique (+ 3,1 % après + 8,5 % en 2017).

À l'inverse, les crédits de trésorerie des sociétés non financières se contractent pour la troisième année consécutive (- 2,7 % après - 9,2 % en 2017 et - 6,8 % en 2016). Les encours d'affacturage baissent également, ce qui traduit la probable amélioration de la trésorerie des entreprises.

Les encours de crédit aux collectivités locales progressent de 4,2 % sur l'année, après + 8,3 % en 2017.

Du côté des ménages, les crédits à l'habitat sont encore en forte hausse en 2018 (+ 5,8 % après + 7,5 % en 2017). L'activité immobilière connaît un net regain depuis trois ans, avec un montant record des ventes de logements en 2018.

Les crédits à la consommation augmentent également fortement, et ce pour la troisième année consécutive (+ 8,1 % en 2018, *figure 1*). Cette évolution témoigne notamment du

dynamisme marqué des achats automobiles, qui atteignent un niveau record. La progression des crédits à la consommation marque néanmoins un ralentissement en fin d'année : les blocages lors du mouvement de Gilets jaunes ont pu amener à différer certains achats.

La part de créances douteuses se maintient à son niveau d'avant crise

Fin 2018, les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit s'élèvent à 920 millions d'euros (*figure 2*). Depuis la mi-2012, elles ont reculé de 300 millions d'euros, en partie du fait de cessions de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés. Elles représentent 4,0 % des encours totaux, en 2018 comme en 2017. Ainsi, après avoir atteint un niveau élevé en 2012 (6,6 %), elles retrouvent leur niveau d'avant la crise de 2008.

La rentabilité du secteur bancaire reste en 2018 limitée par les faibles taux d'intérêt. Correspondant au chiffre d'affaires, le produit net bancaire des établissements financiers progresse néanmoins en 2018, en lien avec le développement des commissions. Le résultat des banques est néanmoins plus faible en 2018 qu'en 2017, du fait d'une augmentation du coût du risque. ■